

Nations Unies sur les opérations de maintien de la paix. Le Canada a également aidé à renforcer les Nations Unies en versant 270 millions de dollars en contributions obligatoires pour les opérations onusiennes de maintien de la paix.

Le Canada a également soutenu les efforts multilatéraux à l'échelle régionale, en affectant 70 membres et un commandant à la force multinationale et à la mission d'observation dans la péninsule du Sinaï. Cette mission vise à renforcer la confiance et à favoriser le dialogue entre l'Égypte et Israël. En Ukraine, il a accordé une aide financière et déployé (de manière continue) jusqu'à 25 experts pour surveiller la mise en œuvre de l'accord de Minsk dans le cadre de la mission spéciale de surveillance en Ukraine de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe.

De plus, il a aidé à renforcer les capacités des institutions de sécurité nationale dans les États fragiles et touchés par un conflit. En partenariat avec la Défense nationale, Affaires mondiales Canada a aidé les forces armées ukrainiennes à défendre et à protéger leurs citoyens par un soutien à la formation et la fourniture de matériel non létal. En partenariat avec la Gendarmerie royale du Canada, Affaires mondiales Canada a également déployé des policiers et financé des projets visant à fournir de la formation, des conseils et du matériel qui contribuent à la réforme des forces policières ukrainiennes.

En 2015-2016, le CRDI et une organisation philanthropique, la Fondation Carlos Slim, se sont associés afin de créer une plateforme pour la sécurité des jeunes citoyens. Cette plateforme appuie les politiques et les stratégies qui contribuent à l'autonomisation des jeunes au Mexique, au Salvador, au Guatemala et au Honduras, où l'absence de possibilités d'emploi et de profondes inégalités sociales favorisent la criminalité

OPÉRATION PROTEUS

L'opération PROTEUS, aussi connue sous le nom de Force opérationnelle Jérusalem, est la contribution du Canada au Bureau du coordonnateur de la sécurité des États-Unis à Jérusalem. En 2015-2016, dans le cadre de cette opération, les Forces armées canadiennes ont apporté une aide de 4,23 millions de dollars au Bureau. Elles ont aussi déployé du personnel pour aider l'Autorité palestinienne à assurer la protection et la sécurité de ses citoyens ainsi qu'à promouvoir la paix dans la région.

Les membres de la Force opérationnelle Jérusalem donnent aussi des conseils et apportent un soutien en matière de formation aux Forces de sécurité de l'Autorité palestinienne, en plus de contribuer au développement des capacités logistiques et à la mise en place d'une infrastructure de sécurité. De même, ils facilitent la collaboration entre l'Autorité palestinienne et le gouvernement du Canada relativement à des questions qui ne sont normalement pas d'intérêt militaire, comme les frontières et les passages frontaliers, la circulation des biens et des personnes ainsi que l'accès.

ASSISTANCE À LA SÉCURITÉ NON DÉFINIE COMME ADO

En 2015-2016, le Canada a apporté une assistance à la sécurité non létale aux forces de sécurité de la Jordanie, du Niger et du Belize pour renforcer leur capacité à lutter contre l'instabilité et l'extrémisme. Cette assistance a comporté une aide financière, de la formation, des véhicules ou du matériel. De plus, dans le cadre de son Programme de partenariat mondial, qui vise à réduire les menaces posées par les armes et le matériel de destruction massive, Affaires mondiales Canada a soutenu les efforts internationaux pour détruire l'arsenal d'armes chimiques de la Syrie.

Bien que ces efforts axés sur la sécurité ne soient pas définis comme de l'ADO, ils contribuent à la poursuite de l'approche globale adoptée par le Canada pour favoriser la paix dans le monde et pour aider les personnes touchées par les conflits armés.

organisée et d'autres formes de violence. La plateforme sera lancée en 2017 et devrait mettre à contribution des experts du gouvernement et de la société civile, qui donneront de la formation virtuelle et en personne sur la sécurité des citoyens et la prévention de la violence chez les jeunes. Les participants créeront conjointement un programme pour influencer sur les politiques publiques axées sur l'inclusion économique des jeunes et la réduction de la violence dans la région.

La prévention et le règlement des conflits passent souvent par des solutions politiques et par d'autres formes d'aide, en plus de l'aide publique au développement, comme l'assistance à la sécurité non létale fournie à un gouvernement étranger. Au Moyen-Orient, le Canada a soutenu les pourparlers de paix internationaux pour régler le conflit actuel en Syrie. Plus spécifiquement, Affaires mondiales Canada a contribué à renforcer la capacité de la délégation de l'opposition syrienne à participer aux pourparlers de paix de Genève, par l'intermédiaire d'une ONG internationale, le Public International Law & Policy Group. Le Canada s'est également efforcé d'élargir le dialogue politique en Syrie avec différents groupes et leaders communautaires syriens sur les principes devant régir une transition éventuelle.

PROTÉGER LES DROITS DES FEMMES ET DES FILLES

Le Canada est conscient que les conflits et les crises touchent différemment les femmes, les hommes, les filles et les garçons. Son action en faveur de la sécurité et de la stabilité dans le monde aide les gouvernements étrangers, les organisations internationales et la société civile à promouvoir et à protéger les droits des femmes et des filles. Par exemple, le Programme pour la stabilisation et les opérations de paix (l'ancien Groupe de travail sur la stabilisation et la reconstruction ou « GTSR ») d'Affaires mondiales Canada intègre l'analyse comparative